Document generated on 06/01/2025 6:57 p.m.

Québec français

Télé inter-cité, jusqu'où ira notre abrutissement collectif?
La téléquétainerîe

Aurélien Boivin

Number 15, June 1974

URI: https://id.erudit.org/iderudit/56895ac

See table of contents

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)
1923-5119 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Boivin, A. (1974). Télé inter-cité, jusqu'où ira notre abrutissement collectif? La téléquétainerîe. *Québec français*, (15), 33–33.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 1974

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

télévision

la téléquétainerie

La décision du CRTC et de son président, M. Pierre Juneau, d'octroyer à Télé Inter-Cité dont le président, directeur-général et administrateur a jadis été secrétaire du même Conseil, un permis d'exploitation d'une troisième station de télévision de langue française à Québec (et à Montréal) n'a surpris personne. Surtout à une époque où la «téléquétainerie» semble consacrée chez nous depuis le glorieux avènement des Télé-Métropole, Télé-Capitale et *alii generis* dont le rôle est, semble-t-il, de garantir l'abrutissement de la nation québécoise.

Les membres de la section de Québec de l'A.Q.P.F. condamnent une telle décision et réclament l'intervention immédiate du ministre des Communications, M. Jean-Paul L'Allier, pour que cessent l'exploitation et la «crétinisation» du peuple québécois avec la bénédiction du gouvernement fédéral.

Comme plusieurs autres organismes et associations de la région de Québec, l'A.Q.P.F. (section de Québec) appuyait la demande de CTVQ. Et, comme plusieurs autres organismes et associations, elle avait insisté auprès du secrétaire du CRTC, en soumettant son mémoire, pour être entendue lors des audiences publiques, au Sheraton-Mt Royal (sic), en décembre dernier. Et on accéda à sa demande. C'est donc avec appréhension et «beaucoup de sincérité» (eux aussi, M. Juneau, et ils n'ont pas encore eu droit aux félicitations d'usage) que trois professeurs de français «ben ordinaires» mais «extrémistes» selon le ministre Cloutier, parce que luttant pour la survie de la langue et de la culture françaises au Québec, se rendent à Montréal à leurs frais...

Durant deux jours ils ont assisté à un beau «snow» offert par certains Québécois-à-bailleurs-de-fonds-anglophones venus réclamer à coups de piastres et de promesses un permis d'exploitation d'une troisième station de langue française à Québec. Deux jours ils ont attendu vainement, dans la grande salle de bal du Sheraton, le grand événement pour se faire dire qu'ils ne pourraient être entendus, en raison de la prolongation des débats et du lot d'absurdités et de bêtises qui se disaient dans la grande salle de bal, genre: *L'originalité de notre demande, M. le président,* dit l'un des requérants, dans une langue plus familière aux capitalistes de l'Ouest de Montréal qu'aux travailleurs de Saint-Roch, *réside dans le fait que les «nouvelles» seront présentées à 10 heures du soir afin de permettre aux «petits Québécois» de se coucher plus tôt puisqu'ils doivent se lever très tôt le lendemain pour travailler.* On a dit cela et à peu près dans ces termes! Pourtant ce sont ces mêmes «petits Québécois» que l'on va continuer d'exploiter avec une programmation farcie de traductions américaines, genre Hawaï 5-0, etc...

L'A.Q.P.F. (section de Québec) n'a pas été entendue et n'a donc pu faire connaître aux dirigeants du CRTC les raisons pour lesquelles elle appuyait la demande de CTVQ.

Que cesse le contrôle de l'un des principaux moyens de communication (ne sommes-nous pas, comme l'a dit Jacques Ferron, à l'ère de l'**idiot-visuel**) par une minorité de tout-puissants capitalistes, étrangers aux aspirations légitimes des «petits Québécois», c'était une première raison.

Que la population d'un territoire desservi par CTVQ exerce elle-même le contrôle d'un médium de communication pour libérer sa parole, c'était une deuxième raison.

Que cette population participe à la gestion et à la programmation de «son» médium de communication, c'était une autre raison.

Les membres de l'A.Q.P.F., étaient convaincus de la nécessité de CTVQ. Ils voyaient en CTVQ un médium de communication accessible à tous et non réservé aux nantis qui leurrent la population francophone en lui faisant croire qu'elle a absolument besoin de l'anglais pour survivre comme nation. (Pourtant, comme l'a affirmé l'ex-président ambivalent de la Commission Gendron, 10% seulement des Québécois ont besoin d'être des bilingues actifs.)

L'implantation à Québec d'une station de télévision de type coopératif pourrait rétablir les faits en montrant à la population de la région que non seulement elle peut vivre en français à Québec mais qu'elle vit effectivement en français (indépendamment de l'arrivée de Québec-Hilton). Ce que se gardent bien de lui montrer les stations privées existantes. Ce n'est certes pas avec la présentation d'émissions comme *Les Tannants, Symphorien, Les Berger* et autres de même acabit qu'on permettra à une population de prendre conscience de son identité, de ses aspirations, de son originalité, de sa force, de ses possibilités. Ce que peut faire par contre une station de télévision comme CTVQ parce qu'elle permet à toute la population de participer, de s'exprimer, de s'engager. De là, le sentiment d'appartenance à un groupe d'abord, à une collectivité ensuite. De là, l'apparition d'une conscience collective.

Mais tout ceci n'était qu'un rêve «en noir et blanc» à côté des promesses «en couleurs» des autres requérants, promesses qui ne seront pas tenues, comme l'a laissé entendre le président du CRTC. Il ne peut quand même pas placer des policiers dans toutes les stations de télévision... Il faut surtout laisser croupir les Québécois parlant français dans un contexte nord-américain, cultiver la médiocrité. 1974, un autre date à inscrire au calendrier du colonisé, mais «issu d'une race qui ne sait pas mourir». Le mépris n'aura qu'un temps!

AURÉLIEN BOIVIN
prés. section de Québec